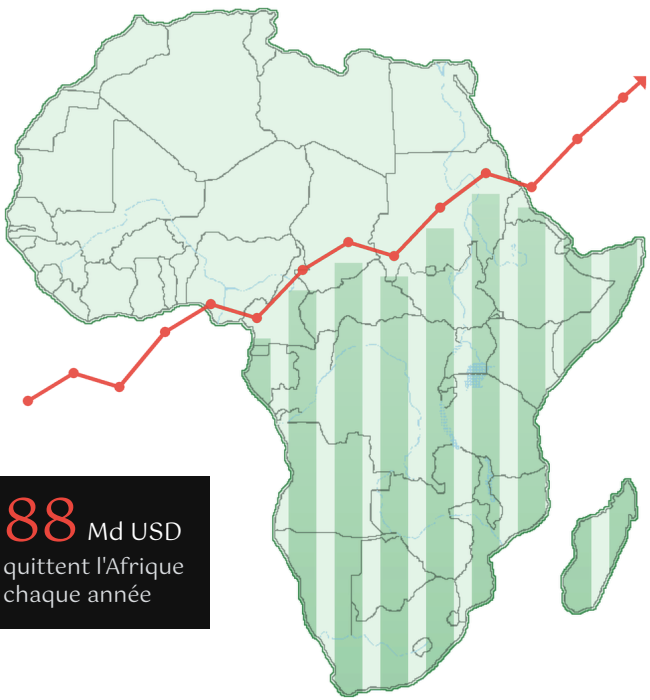
AFRICA HEADLINE
AFRICA HEADLINE.COM

NOV. 2026

L'AFRIQUE EN CHIFFRES

Le coût de la corruption

et des flux financiers illicites



88 Md USD
quittent l'Afrique
chaque année

54
pays analysés

32 /100
IPC moyen de l'Afrique

11
sources internationales

12 derniers mois · nov. 2025 – nov. 2026 africaheadline.com

NOTE ÉDITORIALE

L'intégrité publique, condition de la stabilité macroéconomique

AfricaHeadline analyse la corruption comme une question de finances publiques et de stabilité macroéconomique. Chaque dollar qui quitte illicitement le continent, ou se perd dans un contrat surfacturé, réduit l'espace budgétaire disponible pour l'éducation, la santé et les infrastructures.

Les 12 derniers mois ont rendu l'équation plus exigeante. L'aide publique au développement a enregistré la plus forte contraction jamais observée, l'investissement direct étranger a reculé de 26 % et la dette africaine dépasse 1160 milliards de dollars. Dans ce contexte, les quelque 88 milliards de dollars qui sortent chaque année constituent la principale réserve de ressources intérieures à mobiliser.

> Mobiliser les ressources intérieures est la voie de financement du développement la moins coûteuse : elle n'alourdit pas la dette et ne dépend de personne.

NOTE ÉDITORIALE

Une responsabilité partagée entre origine et destination

Ces flux ne proviennent pas tous de détournements dans le secteur public. Une partie découle du transfert de bénéfices par les multinationales et de la sous-facturation des exportations, à destination de centres financiers hors d'Afrique. La responsabilité est partagée entre juridictions d'origine, intermédiaires et juridictions de destination.

Ce rapport ne vise aucun pays en particulier. Il compare les 54 à l'aune des mêmes indicateurs internationaux et identifie aussi les trajectoires d'amélioration. AfricaHeadline renouvellera l'exercice chaque année.

Sur la période analysée

Ce rapport reflète les 12 derniers mois de gouvernance en Afrique : il rassemble les éditions des indicateurs internationaux publiées entre novembre 2025 et novembre 2026. Chaque écran indique l'année à laquelle se rapportent les données.

Direction de la rédaction
AfricaHeadline Media Group

EN BREF

Six conclusions des 12 derniers mois

1 **Les flux illicites dépassent l'investissement.** 88 Md USD sortent chaque année, plus que les 69,5 Md d'IDE reçus en 2025 et 3,6 fois l'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne.

2 **Le problème est structurel, non ponctuel.** 40 des 54 pays sont sous la barre de 40 à l'IPC ; la moyenne africaine (32) est inférieure de 10 points à la moyenne mondiale. Aucune des 10 premières économies n'atteint 50.

3 **Corruption et risque financier vont de pair.** La corrélation entre l'IPC et le risque Basel AML est de −0,74 sur 48 pays.

4 **L'Afrique centrale est la région la plus exposée.** Elle affiche la moyenne IPC la plus basse (24,6) et six des dix pays africains les plus exposés au blanchiment.

5 **La responsabilité est partagée.** Les dix principaux facilitateurs du secret financier au monde sont hors d'Afrique, à commencer par les États-Unis et la Suisse.

6 **Les acquis sont réels, mais réversibles.** Huit pays sont sortis de la liste du GAFI et la lutte anticorruption se redresse depuis 2020 ; pourtant, 17 pays ont reculé à l'IPC l'an dernier.

1 · CE QUI EST PERDU

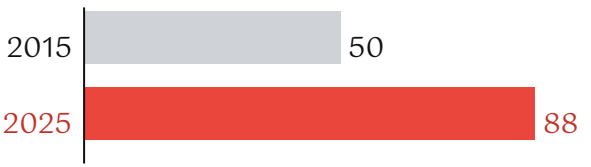
L'Afrique perd 88 milliards de dollars par an en flux illicites

241 M USD

perdus chaque jour, environ 10 millions par heure.

Selon l'Union africaine, l'évasion fiscale, le blanchiment de capitaux et la corruption privent le continent d'environ 88 milliards de dollars par an. La corruption agit comme facilitateur : sans licences, douanes et contrats capturés, l'essentiel de ces flux ne sortirait pas.

Une décennie de dégradation



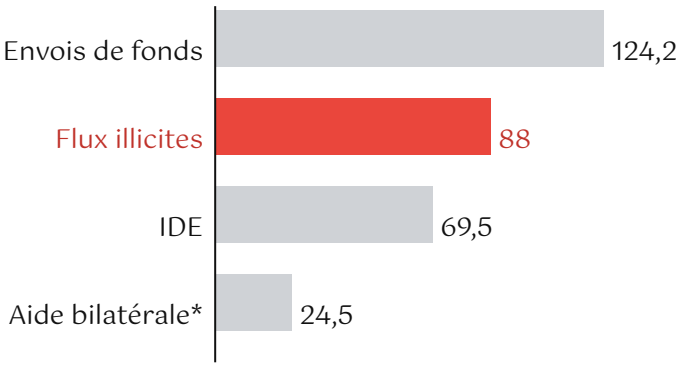
Md USD par an · +76 % en dix ans

3,7 % du PIB
poids des FFI dans le PIB africain (CNUCED)

+76 %
hausse entre 2015 et 2025 (UA)

1 · CE QUI EST PERDU

Les flux illicites dépassent de 27 % l'investissement étranger



Md USD par an, 2025. *Aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne.

1,3×
les FFI rapportés aux IDE reçus par l'Afrique

3,6×
les FFI rapportés à l'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne

Les envois de fonds (124,2 Md USD) s'imposent comme la principale source de financement extérieur du continent, devant les IDE et l'aide publique au développement.

1 · CE QUI EST PERDU

Des estimations indépendantes font état de pertes plus élevées

- CNUCED : 88,6 Md USD par an ; les FFI liés au commerce pourraient représenter de 5 % à 30 % du commerce officiel de biens.
- Tax Justice Network : 7,5 Md USD par an de recettes fiscales perdues du fait du transfert de bénéfices et de la richesse offshore ; dette africaine de 1160 Md USD.
- Global Financial Integrity (janv. 2026) : la seule fausse facturation commerciale a créé des écarts de valeur de 113 Md USD par an en Afrique subsaharienne entre 2013 et 2022 (152,9 Md en 2022).
- Conférence panafricaine sur les FFI 2025 (TJNA, UA, CEA) : les FFI ont presque doublé en dix ans, de 50 à environ 90 Md USD par an.

> Les FFI englobent l'évasion fiscale, les pratiques commerciales illicites, la criminalité et la corruption. Ils n'isolent pas la corruption, mais sont le meilleur indicateur de son coût financier. Le Tax Justice Network juge les 88 Md USD sous-estimés.

1 · CE QUI EST PERDU

L'aide au développement recule de 23 % et réduit l'espace budgétaire

−23,1 %

recul de l'aide publique au développement mondiale en 2025, à 174,3 Md USD.

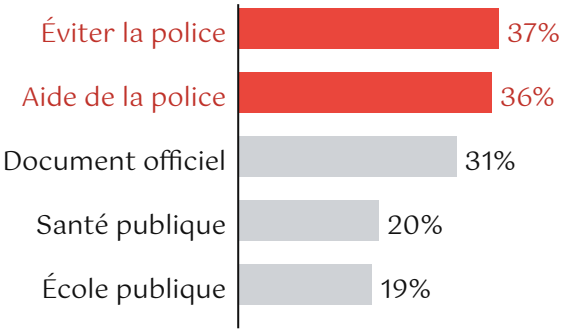
24,5 Md USD
aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne en 2025 (−26,3 %)

−11,6 %
nouvelle baisse prévue pour l'Afrique subsaharienne en 2026

L'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne étant au plus bas depuis le début des années 2000, la mobilisation des ressources intérieures devient déterminante pour le financement du développement.

1 · CE QUI EST PERDU

Plus d'un tiers des usagers versent un pot-de-vin à la police



% des usagers du service ayant versé un pot-de-vin. Moyenne de 39 pays, enquêtes Afrobarometer 2021/2023 : les données panafricaines les plus récentes.

130 millions
ont versé un pot-de-vin pour des services publics (GCB Afrique, 35 pays)

67 %
jugent que leur gouvernement lutte mal contre la corruption

68 %
ont payé pour un document au Congo-Brazzaville

1 %
idem au Cabo Verde et aux Seychelles

2 · OÙ L'ARGENT SE PERD

Trois pays africains sur quatre sous la barre des 40 points

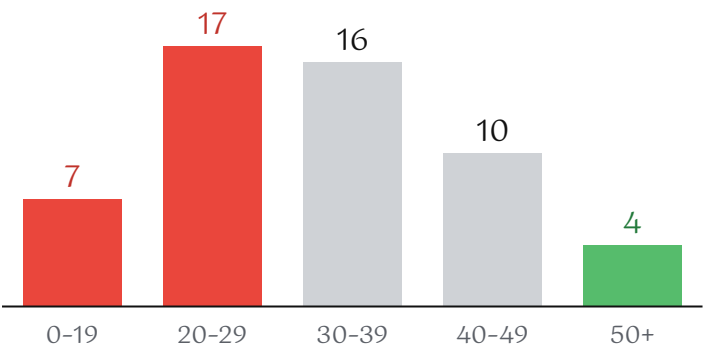
32 /100
moyenne des 54 pays (calcul AfricaHeadline)

30 /100
médiane : la moitié des pays est en dessous

42 /100
moyenne mondiale, la plus basse depuis plus de dix ans

40 sur 54
pays sous la barre des 40 points (74 %)

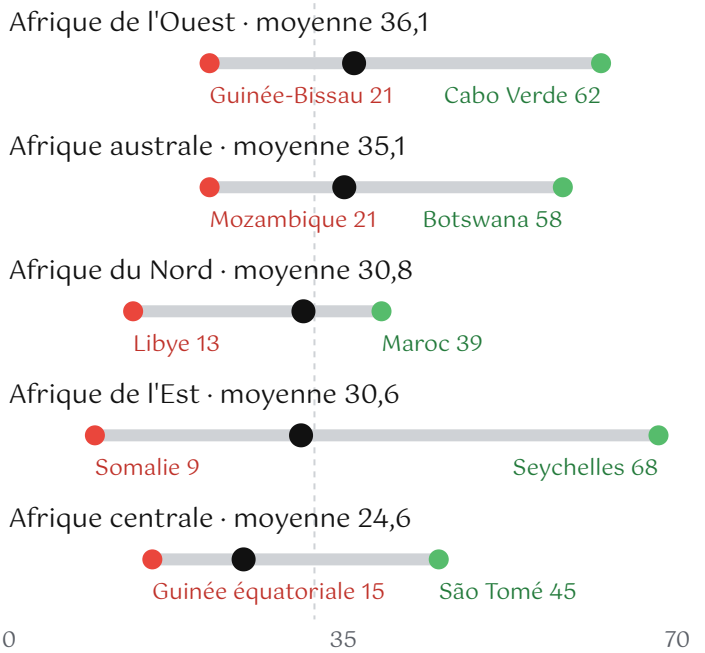
Nombre de pays par tranche de score



La corruption perçue en Afrique n'est pas le problème de quelques pays. La distribution se concentre entre 20 et 39 points, et seuls 4 pays franchissent la barre des 50.

2 · OÙ L'ARGENT SE PERD

L'Afrique centrale accuse 11,6 points de retard sur l'Afrique de l'Ouest



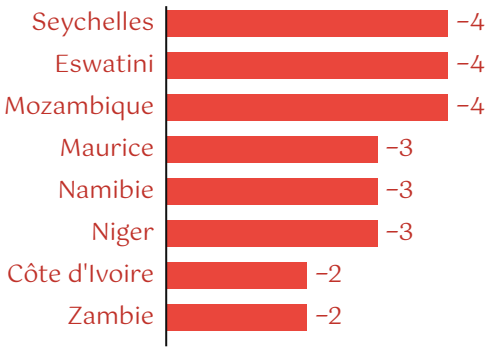
IPC 2025 par région de l'Union africaine. Point noir : moyenne régionale ; vert : meilleur pays ; rouge : pire pays. Ligne pointillée : moyenne africaine (32).

Les écarts au sein de chaque région sont plus grands qu'entre les régions. En Afrique de l'Est, les Seychelles (68) et le Soudan du Sud (9) sont séparés de 59 points : la géographie, à elle seule, n'explique pas le résultat.

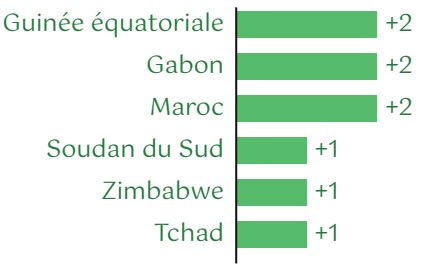
2 · OÙ L'ARGENT SE PERD

17 pays reculent à l'IPC en 12 mois

Plus fortes baisses (points, 2024 → 2025)



Plus fortes hausses



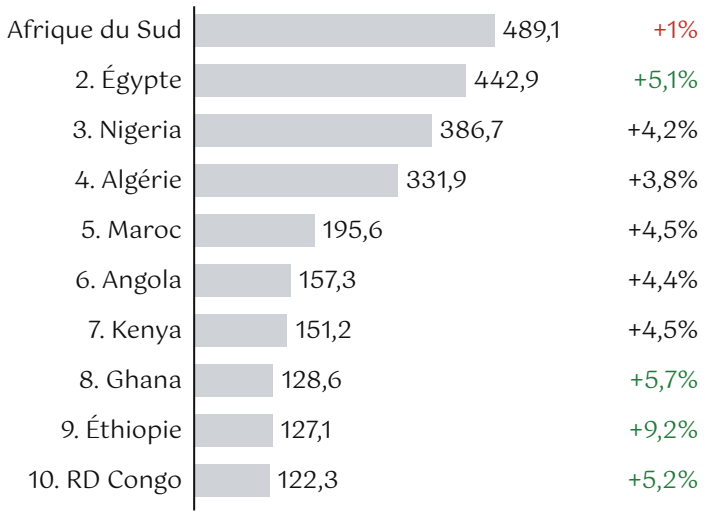
En 12 mois, 17 pays ont reculé, 23 sont restés stables et 14 ont progressé. Les plus fortes baisses touchent des pays de référence comme les Seychelles, Maurice et la Namibie : aucune position n'est acquise.

2 · OÙ L'ARGENT SE PERD

Dix économies, 70 % du PIB africain

2,53 billions USD
PIB cumulé en 2026

33,3 /100
IPC moyen, presque égal à la moyenne africaine



Croissance moyenne prévue de 4,8 % en 2026. L'Éthiopie croît de 9,2 % et l'Afrique du Sud de 1,0 % : le poids est au sommet, le dynamisme dans les économies intermédiaires.

2 · OÙ L'ARGENT SE PERD

Tableau comparatif : économie et intégrité

Pays	PIB/hab. USD	Croiss. 2026	IPC 2025	Basel AML	GAFI
Afrique du Sud	7 659	1%	41	5,63	Sorti
Égypte	4 024	5,1%	30	5,22	Hors
Nigeria	1 594	4,2%	26	6,18	Sorti
Algérie	6 910	3,8%	34	6,82	Sorti
Maroc	5 141	4,5%	39	5,04	Hors
Angola	3 876	4,4%	32	6,55	Listé
Kenya	2 785	4,5%	30	6,60	Listé
Ghana	3 604	5,7%	43	5,13	Hors
Éthiopie	1 131	9,2%	38	5,68	Hors
RD Congo	1 111	5,2%	20	7,63	Listé

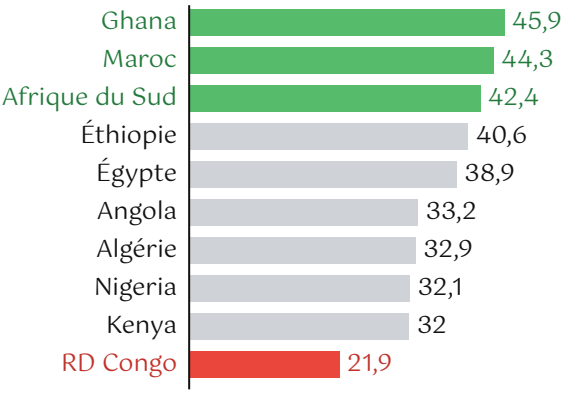
Vert : meilleure performance ; rouge : pire. Croissance : ≥5 % vert, <2 % rouge. IPC : ≥40 vert, <30 rouge. Basel AML (0-10, plus élevé = plus de risque) : ≤5,3 vert, ≥6,5 rouge. GAFI : statut sur la liste grise en oct. 2026 ; « Sorti » = sortie entre oct. 2025 et juin 2026.

> Aucune des dix premières économies n'atteint 50 points à l'IPC. Trois restent sur la liste grise du GAFI et trois autres en sont sorties l'an dernier.

2 · OÙ L'ARGENT SE PERD

La taille économique ne garantit pas l'intégrité institutionnelle

Indice d'intégrité AfricaHeadline (0-100)



Moyenne simple de l'IPC 2025 et de l'inverse du risque Basel AML 2025 (échelle 0-100). Indicateur propre, à lecture comparative.

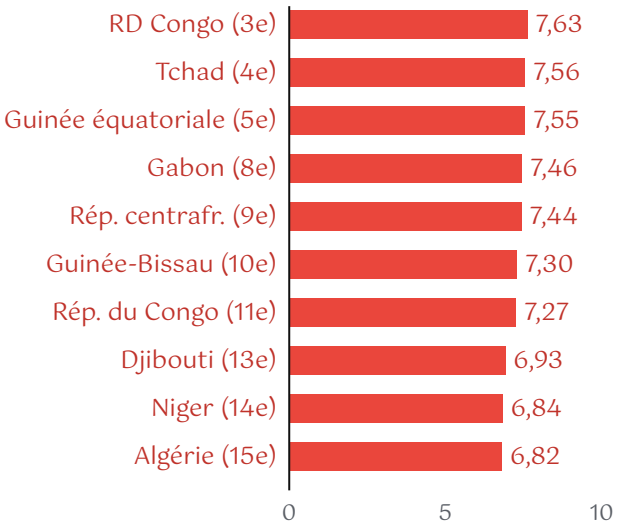
0,04
corrélation entre taille du PIB et IPC : nulle

0,54
corrélation entre PIB par habitant et IPC : modérée

Le Ghana, 8e économie, est en tête pour l'intégrité ; la RD Congo est dernière. L'intégrité suit davantage le revenu par habitant que la taille du PIB. Sur dix pays seulement, ces corrélations sont indicatives, non concluantes.

3 · CAUSES ET CONSÉQUENCES

Sept pays africains dans le top 10 mondial du risque de blanchiment

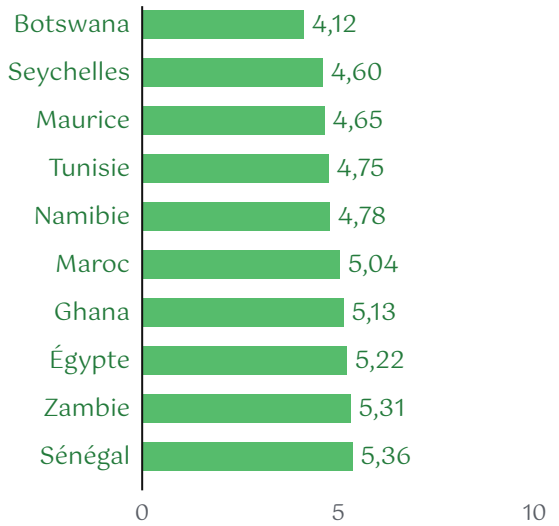


Indice Basel AML 2025, 0-10 (10 = risque maximal). Entre parenthèses, le rang mondial parmi 177 juridictions.

La RD Congo est la 3e juridiction la plus à risque au monde ; le Tchad et la Guinée équatoriale sont 4e et 5e. La moyenne mondiale a à peine bougé : de 5,30 à 5,28.

3 · CAUSES ET CONSÉQUENCES

Le Botswana en tête des pays africains les moins risqués

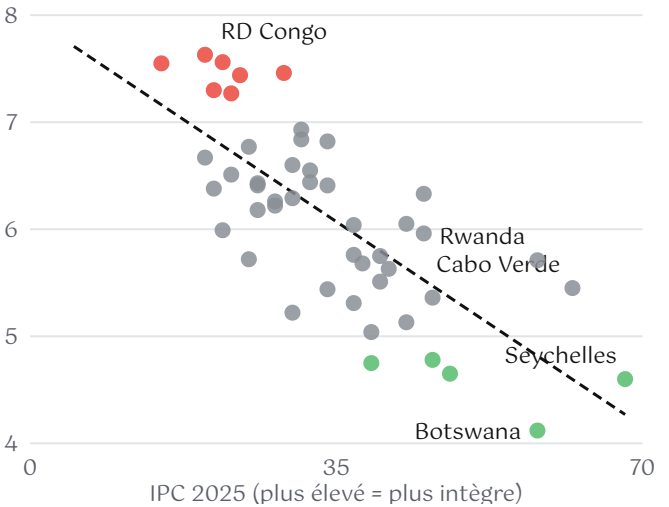


Indice Basel AML 2025, 0–10 (10 = risque maximal).

Le Botswana présente le plus faible risque de blanchiment du continent. La Tunisie est le seul pays d'Afrique du Nord dans la catégorie de risque faible, au 119e rang mondial.

3 · CAUSES ET CONSÉQUENCES

Corruption perçue et risque de blanchiment vont de pair



Chaque point est un pays (48 avec des données dans les deux indices). Axe vertical : Basel AML 2025, 0-10 (plus élevé = plus de risque). Rouge : risque de 7 ou plus ; vert : moins de 5.

−0,74
corrélation entre l'IPC et le risque Basel AML (−1 à 1)

16 pays
avec un IPC inférieur à 30 et un risque Basel de 6 ou plus

Corruption perçue et risque de blanchiment vont de pair. La corrélation ne prouve pas la causalité, mais montre qu'intégrité publique et réputation financière se renforcent : là où l'une fait défaut, l'autre tend à faire défaut.

3 · CAUSES ET CONSÉQUENCES

Huit pays africains sortis de la liste grise en un an

8 pays

africains sont sortis de la liste de surveillance renforcée du GAFI entre juin 2025 et juin 2026.

juin 2025	Tanzanie, Mali
oct. 2025	Afrique du Sud, Nigeria, Mozambique, Burkina Faso
juin 2026	Algérie, Namibie

Toujours sous surveillance renforcée (oct. 2026)

Angola · Cameroun · Côte d'Ivoire · Kenya · RD Congo · Soudan du Sud

Progrès examinés lors de la plénière du GAFI du 30 oct. 2026. L'inscription sur la liste accroît les coûts de transaction et éloigne les capitaux.

3 · CAUSES ET CONSÉQUENCES

La lutte anticorruption progresse de 0,5 point en dix ans

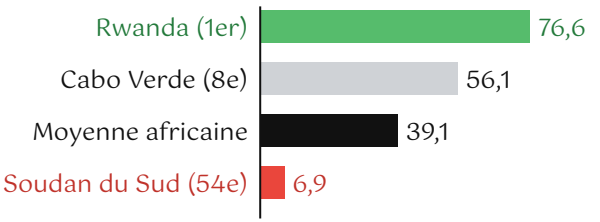
39,1 /100
moyenne africaine anticorruption en 2025 (38,6 en 2016)

28 pays
où la lutte anticorruption s'est dégradée en dix ans

58,8 %
de la population africaine vit dans ces pays

50,1 /100
moyenne africaine de gouvernance globale

Extrêmes de la lutte anticorruption, 2025



Indice Ibrahim de la gouvernance africaine 2026, sous-catégorie Anticorruption, 0-100. 54 pays, 96 indicateurs, 51 sources.

Après avoir reculé entre 2016 et 2020, la lutte anticorruption africaine se redresse depuis 2020 ; la Fondation qualifie la tendance d'« amélioration croissante ». Mais la plupart des Africains vivent dans des pays où l'indicateur s'est dégradé.

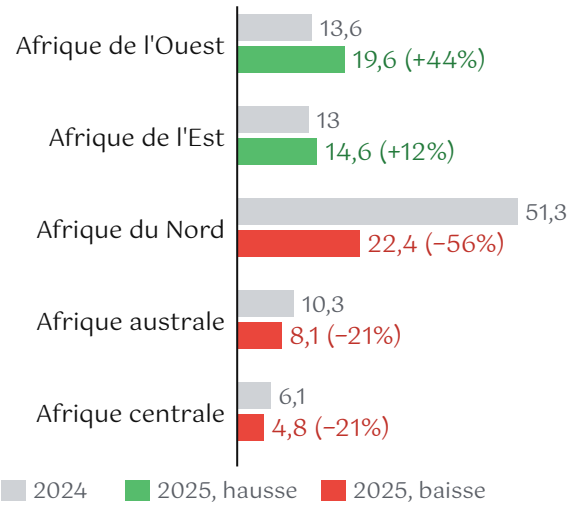
3 · CAUSES ET CONSÉQUENCES

Les IDE en Afrique reculent de 26 %, à 69,5 milliards de dollars

69,5 Md USD
IDE en Afrique en 2025 (94,3 en 2024)

+9 %
IDE en Afrique subsaharienne (47,1 Md)

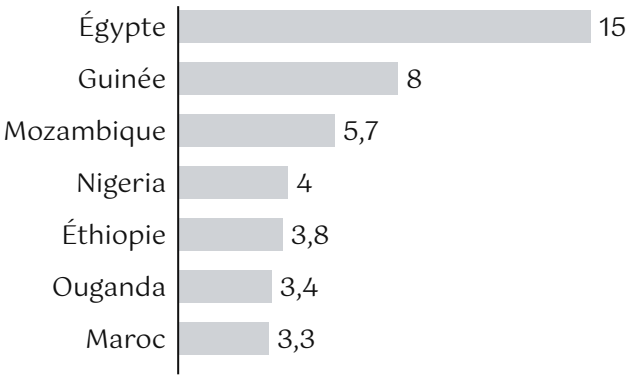
IDE par sous-région, Md USD



La baisse totale provient de l'Afrique du Nord, où 2024 avait été gonflé par un mégaprojet en Égypte.

3 · CAUSES ET CONSÉQUENCES

L'investissement se concentre dans les secteurs les plus exposés au risque



Premiers bénéficiaires d'IDE en 2025, Md USD.

−31 %
valeur des projets greenfield annoncés (115,1 → 79,1 Md)

+8 %
nombre de projets (795 → 857) : plus nombreux, mais plus petits

- Mines, hydrocarbures et énergie attirent l'essentiel des capitaux : les secteurs les plus exposés aux exportations non déclarées et au transfert de bénéfices.
- Des appels d'offres, licences et douanes peu fiables relèvent la prime de risque et le coût du capital.

3 · CAUSES ET CONSÉQUENCES

Où va l'argent : le côté de l'offre

Les flux illicites ont besoin d'une destination qui les accepte sans poser de questions. L'Indice d'opacité financière 2025 identifie les principaux facilitateurs mondiaux :

Top 10 de l'Indice d'opacité financière 2025

1	États-Unis
2	Suisse
3	Singapour
4	Hong Kong
5	Luxembourg
6	Allemagne
7	Pays-Bas
8	Corée du Sud
9	Guernesey
10	Japon

Aucun des dix n'est en Afrique. Endiguer les sorties exige aussi la transparence à destination : registres des bénéficiaires effectifs et échange d'informations avec les autorités africaines.

4 · QUE FAIRE

Les réformes produisent des résultats mesurables

Rwanda

1er en lutte anticorruption à l'Indice Ibrahim depuis 2016 (76,6, à égalité avec les Seychelles en 2025) ; 58 points à l'IPC.

Bénin

5e en lutte anticorruption à l'Indice Ibrahim 2026.

Tunisie

9e à l'Indice Ibrahim : de 51,7 (2016) à 55,9 (2025).

Seychelles et Cabo Verde

En tête de l'IPC (68 et 62) et seulement 1% de pots-de-vin pour des documents officiels.

8 sorties de la liste du GAFI

Afrique du Sud, Nigeria, Mozambique, Burkina Faso, Tanzanie, Mali, Algérie et Namibie.

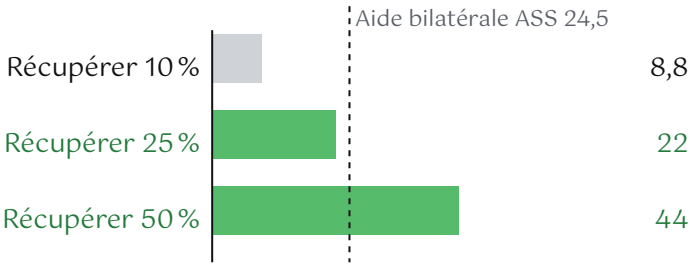
Signal d'alerte : Botswana

6e à l'Indice Ibrahim (57,8), mais en « détérioration croissante » depuis 2021.

> Les réussites partagent trois traits : des institutions de contrôle dotées de moyens, la transparence de la commande publique et le respect des normes financières internationales.

4 · QUE FAIRE

Récupérer un quart équivaudrait à presque toute l'aide bilatérale



Md USD par an, si l'Afrique récupérait une partie des 88 Md USD de FFI annuels. Ligne : aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne en 2025.

90 %
de l'aide bilatérale à l'ASS : équivaut à récupérer 25 %

63 %
des IDE de 2025 : équivaut à récupérer 50 %

33 %
du déficit de financement du développement que l'arrêt des FFI comblerait (CNUCED)

2× · 5×
le budget de l'éducation et les dépenses de santé, dans certains pays (CNUCED)

4 · QUE FAIRE

Ressources intérieures : une priorité politique

Gouvernements

Transparence des contrats extractifs et registre des bénéficiaires effectifs ; numérisation des douanes ; marchés publics électroniques ; indépendance judiciaire et protection des lanceurs d'alerte.

Régulateurs financiers

Sortie durable de la liste grise du GAFI : supervision fondée sur les risques et cellules de renseignement financier dotées de moyens.

Centres financiers

Registres publics des bénéficiaires effectifs, échange automatique d'informations avec les pays africains et restitution rapide des avoirs confisqués par décision de justice.

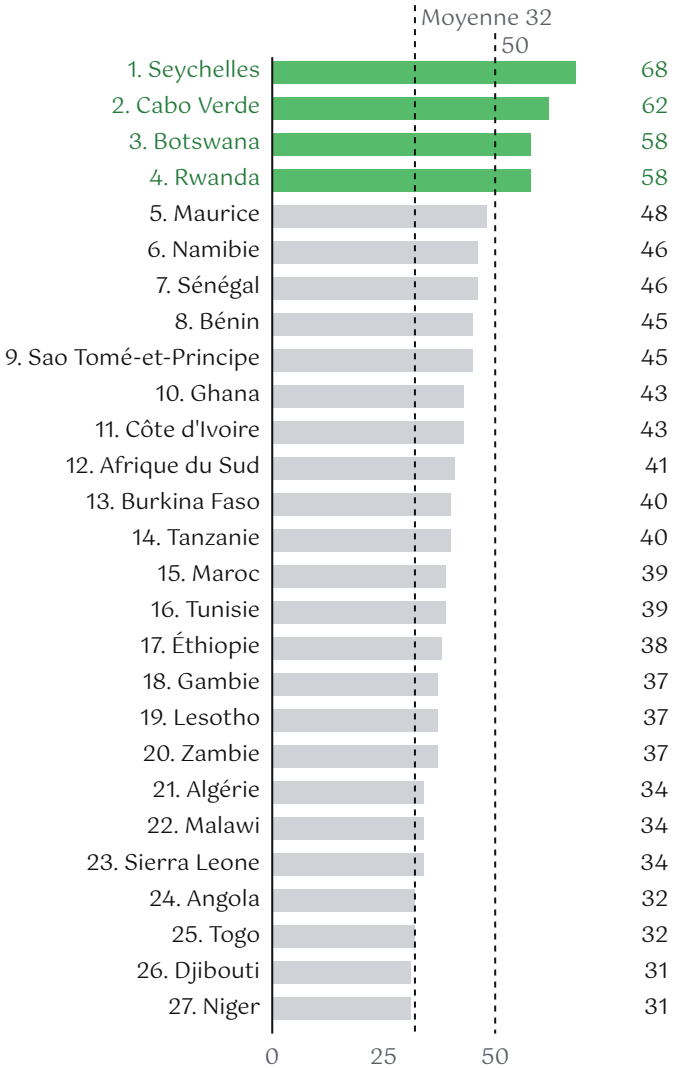
Investisseurs

Évaluer le risque-pays en combinant l'IPC, Basel AML, l'Indice Ibrahim et le GAFI, en privilégiant la trajectoire.

Endiguer les flux illicites constitue la source de financement la plus immédiate dont disposent les États africains, sans pression supplémentaire sur la dette publique.

ANNEXE · CLASSEMENT COMPLET

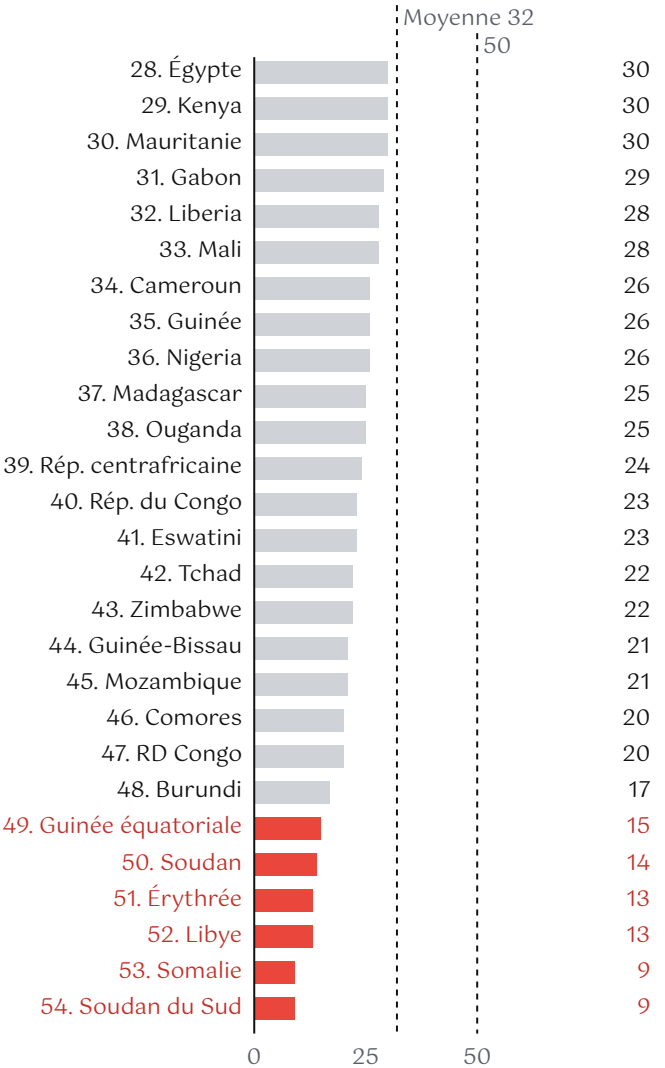
Classement des 54 pays africains (1er-27e)



Vert : 50 points ou plus. Rouge : 15 ou moins.

ANNEXE · CLASSEMENT COMPLET

Classement des 54 pays africains (28e-54e)



Vert : 50 points ou plus. Rouge : 15 ou moins.

NOTES

Comment lire ces chiffres

- FFI ≠ corruption : les flux illicites englobent l'évasion fiscale, les pratiques commerciales illicites, la criminalité et la corruption. Ils servent de meilleur indicateur disponible du coût financier de la corruption, leur principal facilitateur.
- IPC mesure la perception (13 sources), 0-100, comparable depuis 2012. Basel AML : risque 0-10. Indice Ibrahim: 0-100.
- Calculs propres : moyennes et médiane de l'IPC par région (moyennes simples, non pondérées par la population) ; corrélations de Pearson (association, non causalité) ; indice d'intégrité = moyenne de l'IPC et de l'inverse de Basel AML ; scénarios à valeurs constantes.
- Unités : USD courants ; Md = milliard ; 1000 Md = 1 billion. APD 2025 préliminaire (chiffres définitifs en déc. 2026).
- Périmètre et sources : Les IDE et les envois de fonds couvrent toute l'Afrique ; l'aide bilatérale concerne l'Afrique subsaharienne. PIB du FMI tel que repris par Les Afriques et Daba Finance ; IPC 2024 par pays via Trading Economics.
- Période : le rapport reflète les 12 derniers mois de gouvernance en Afrique, avec les éditions des indicateurs publiées entre nov. 2025 et nov. 2026. Certains mesurent l'année civile 2025 ; l'Indice Ibrahim mesure la tendance 2016-2025.

ANNEXE · SOURCES

11 sources internationales primaires

Transparency International — écrans 09-15, 18, 24, 27-28
IPC 2025 (févr. 2026) ; Baromètre mondial de la corruption - Afrique

Basel Institute on Governance — écrans 14-18
Indice Basel AML 2025 (déc. 2025)

GAFI / FATF — écrans 14, 19, 24
Juridictions sous surveillance renforcée (oct. 2026)

Fondation Mo Ibrahim — écrans 20, 24
Anti-Corruption: from decline to recovery - IIAG 2026

FMI — écrans 13-15
World Economic Outlook (oct. 2026)

CNUCED — écrans 05-07, 21-22, 25
World Investment Report 2026 (juil. 2026)

OCDE — écrans 06, 08, 25
APD préliminaire 2025 et projections 2026

Afrobarometer — écrans 09, 24
Profil panafricain de la corruption (2021/2023)

Union africaine — écrans 05-06, 25
Rapport sur les flux financiers illicites (sept. 2025)

Tax Justice Network — écrans 07, 23
Financial Secrecy Index 2025 ; State of Tax Justice 2025

Global Financial Integrity — écrans 07
Trade-Related IFFs in Africa, 2013-2022 (janv. 2026)

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

ONU-OSAA · Eurodad · FIDA/ONU · Trading Economics · TI Brasil · Les Afriques · Daba Finance · Africa Legal · Daily Monitor (PAC 2025) · BusinessDay

AFRICA HEADLINE

AFRICA HEADLINE.COM

L'information sur les affaires, l'économie et la géopolitique africaines.



CONTACTS

facebook.com/africaheadline
tiktok.com/@africaheadline
instagram.com/africaheadline
x.com/africaheadline_
info@africaheadline.com
africaheadline.com
WhatsApp / Mob. +27 79 676 2667

SIÈGE

Rivonia Street
Johannesburg, South Africa

L'AFRIQUE EN CHIFFRES · NOVEMBRE 2026

Le coût de la corruption et des flux financiers illicites

© AfricaHeadline Media Group. Reproduction autorisée avec citation de la source.